



## Avant-projet de loi sur la protection des mineurs en matière de film et de jeu vidéo (LPMFJ)

### Questionnaire

Rempli par :

Canton <input type="checkbox"/>	Association, organisation, etc. <input type="checkbox"/>
Expéditeur :  Felix Baumann, ch. des Epinettes 9, 1723 Marly	

*Merci de renvoyer le questionnaire dûment rempli si possible au format Word par voie électronique à [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch).*

## Questions

1. La loi sur la protection des mineurs en matière de film et de jeu vidéo vise à protéger les mineurs face aux contenus de films et de jeux vidéo qui sont susceptibles de porter préjudice à leur développement. Approuvez-vous l'objectif de la loi ?

oui     plutôt oui     plutôt non     non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

2. Approuvez-vous le principe de la corégulation ?

oui     plutôt oui     plutôt non     non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

3. Actuellement, concernant les supports audiovisuels dans le commerce, un contrôle de l'âge est réalisé uniquement pour les catégories 16+ et 18+. L'avant-projet de loi prévoit qu'à l'avenir, le contrôle de l'âge sera obligatoire pour toutes les catégories d'âge lors de la vente (art. 6). Considérez-vous que cette mesure est utile ?

oui     plutôt oui     plutôt non     non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

4. L'avant-projet de loi prévoit que les acteurs peuvent rendre accessible sans contrôle de l'âge un film ou un jeu vidéo aux mineurs lorsque ceux-ci sont accompagnés d'une personne majeure et à condition que le film ou le jeu vidéo en question ne soit pas destiné à la catégorie d'âge la plus élevée (art. 6, al. 2). Êtes-vous favorable à cette réglementation ?

oui     plutôt oui     plutôt non     non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

5. L'avant-projet de loi prévoit de responsabiliser les prestataires de services à la demande et de services de plateforme. Outre indiquer l'âge minimal sur les films et les jeux vidéo qu'ils rendent accessibles, les services à la demande devront mettre en place un système de contrôle de l'âge et un système de contrôle parental (art. 7). Les prestataires de services de plateforme devront quant à eux instaurer un système de contrôle de l'âge et un système permettant aux utilisateurs de signaler un contenu non adapté aux mineurs (art. 18). Êtes-vous favorable à ces mesures ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

Un tel contrôle nécessiterait des investissements disproportionnés, voire ne sera tout simplement pas praticable. On ne peut pas tout contrôler !

6. L'avant-projet de loi prévoit que les acteurs du secteur du film s'associent pour former une organisation de protection des mineurs dans leur secteur et édictent une réglementation en matière de protection des mineurs pour leur secteur, réglementation qui pourra ensuite être déclarée de force obligatoire par le Conseil fédéral. Il en va de même pour le secteur du jeu vidéo (art. 8 et 9). Êtes-vous favorable à cette mesure ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

7. Un système de classification d'âge devra être mis en place dans chaque secteur (film et jeu vidéo), avec au moins cinq catégories d'âge différentes pour chacun. Si un film ou un jeu vidéo n'indique pas d'âge minimal requis, il entrera automatiquement dans la catégorie d'âge la plus élevée, à savoir 18+ (art. 11, al. 2, let. c). Êtes-vous favorable à cette mesure ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

« Au moins » cinq catégories d'âge, c'est beaucoup trop. On ne voit pas comment cela pourrait se justifier. 2 ou 3 catégories suffisent.

8. Chaque organisation de protection des mineurs devra instituer un référent en matière de protection des mineurs chargé de traiter les réclamations et les demandes sur la protection des mineurs dans son secteur respectif (art. 12). Êtes-vous favorable à cette mesure ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

9. L'avant-projet de loi prévoit la réalisation de tests afin de vérifier si les dispositions relatives à la protection des mineurs sont appliquées (art. 19 à 23). Êtes-vous favorable à ces mesures ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

Il est proposé de créer une base légale pour faire faire des achats (et entrées) test par des mineurs, puis d'utiliser les résultats de ces tests dans des procédures pénales (Art. 22 al. 1 de l'avant-projet). Autrement dit, des mineurs seront utilisés comme agents infiltrés. Un tel système est en contradiction flagrante avec les principes de procédure pénale applicables en Suisse. Nous nous permettons de rappeler que les conditions pour mettre en place un agent infiltré sont très strictes : une telle investigation secrète est limitée à certains crimes (catalogue d'infractions), présuppose notamment que l'infraction a déjà été commise, est en principe effectuée par un membre d'un corps de police et nécessite l'autorisation d'un juge (cf. art. 285a ss CPP). Les art. 19 ss de l'avant-projet bafouent ces principes car il est prévu de mettre en place des agents infiltrés pour découvrir des contraventions qui n'ont même pas encore été commises, sans quelque autorisation ou contrôle par un juge ou, à tout le moins, par une autorité administrative supérieure. Les mineurs agiront en véritables agents provocateurs. Le fait que les achats et entrées test servent à la prévention et visent plutôt un but de droit de police n'y change rien (cf. l'arrêt du TF 6B\_334/2011 consid. 4.2, cité dans le rapport explicatif). Dans l'arrêt précité, le TF a considéré que les résultats de tests d'achat d'alcool par des mineurs ne peuvent pas être utilisés dans une procédure pénale. Cela vaut d'autant plus pour des films et jeux vidéos qui sont certainement moins nocifs que l'alcool. La mise en place d'agents infiltrés est complètement disproportionnée à la cause (cf art. 36 al. 3 Cst. féd., ATF 140 I 353 consid. 7).

10. L'avant-projet de loi prévoit une répartition de l'exercice de la surveillance entre les futures organisations de protection des mineurs, les cantons et l'OFAS (art. 24 à 26). Êtes-vous favorable à cette répartition ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

Cliquez sur ce champ pour saisir votre texte.

11. L'avant-projet de loi prévoit que les acteurs du secteur du film, ceux du secteur du jeu vidéo, les prestataires de services de plateforme, la Confédération et les cantons prennent en charge les frais engendrés par l'application de la loi en question dans leur domaine de compétence respectif (art. 30). Êtes-vous favorable à cette proposition ?

oui  plutôt oui  plutôt non  non

Remarques :

S'il faut vraiment tout contrôler (cf. art. 7 et 18), les coûts engendrés seront énormes ce qui nuira à coup sûr au secteur du film (suisse).

**12.** En cas de contraventions, l'avant-projet de loi prévoit des dispositions pénales (art. 32 à 34). Êtes-vous favorable à ces dispositions ?

oui     plutôt oui     plutôt non     non

Remarques :

L'amende maximale est trop élevée. Vu le peu de gravité des contraventions en question, la punissabilité de la tentative ne se justifie pas.

**13.** Avez-vous d'autres remarques à propos de cet avant-projet de loi ?

oui     non

Remarques :

Ad Art. 1 de l'avant-projet : les termes « mental » et « psychique » désignent la même chose (cf. art. 5 LRTV cité dans le rapport explicatif!). Les termes de « développement moral » ou « social » ne sont pas des termes juridiques. Leur connotation n'est pas claire. Il faut éviter d'utiliser des termes sociologiques dans une loi. A la limite, le terme d'« épanouissement » utilisé à l'art. 5 LRTV est encore préférable.

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton Basel-Land	Verband, Organisation, etc. <input type="checkbox"/>
Absender: Hansjörg Betschart, Medienkommission BL,BS, Kulturrat BL	

Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospiele geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein nein

### Bemerkungen:

Gemessen an der jetzigen Praxis des Jugendschutzes (insbesondere Gewalt- und Informationsmissbrauch) formuliert der Vorschlag gesetzliche Grundlagen, die auch die neuen Vertriebskanäle in Erwägung zieht (Streaming Dienste und andere digitale Vertriebskanäle, die gerade europaweit neu reglementiert werden). Das ist gut. Das Gesetz nimmt endlich bundesweit die Kantone in die Pflicht. Auch gut.

Ungenügend: Die bundesweit vorgeschlagene Privatisierung des Jugendschutzes wird nur durch ungenügende, und ev. unberufene Kontrolle (durch Private) flankiert.

Die vorgeschlagene Praxis des Jugendschutzes, fällt im Entwurf in vielen Teilen hinter das zur Zeit im Provisorium befindliche Kooperationsmodell zurück.

Nur wenn eine gesetzlich eingesetzte Kontrollinstitution Mittel und Personal für die tagesaktuelle Kontrolle erhält, ist dieses Instrument vor Missbrauch proaktiv wirksam geschützt.

Das BSV ist nicht mit tagesaktueller Expertise auf diese Tätigkeit vorbereitet, noch sieht der Entwurf dies vor ... Es fehlt also die tagesaktuelle Task-Force ...

Jugendschutz kann marktwirtschaftlichen Gewinn schmälern: Der Entwurf fordert aber ausgerechnet Akteure, die marktwirtschaftlich orientiert sind, auf, nötigenfalls gegen ihre marktwirtschaftlichen Interessen Jugendschutz zu betreiben.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

### Bemerkungen:

Marktwirtschaftlich orientierten Akteure werden durch das Gesetz aufgefordert, nötigenfalls gegen ihre marktwirtschaftlichen Interessen Jugendschutz zu betreiben. Jugendschutz-Massnahmen sind kostbar – d.h. Kosten auch etwas. Die Kostenlage muss besser formuliert sein (u.a. wirksames Controlling – inhaltlich und strukturell) – durch den Bund finanziert.

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Jugendschutz sollte nicht wie eine polizeiliche Bevormundung sondern wie eine Beratung daherkommen.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Hier öffnet das vorgeschlagene Gesetz geradezu mutwillig Kanäle der Beschaffung, die nicht erwünscht sind.

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospielen über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Es fehlt aber z. B. das Einverlangen der Sichtbarmachung der Alterskontrolle, wie sie etwa im TV-Bereich in Frankreich oder der Schweiz praktiziert werden (on screen)..

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Akteure, die Video, Film etc. vertreiben, wollen in der Regel damit Geld verdienen. Es sind diese Akteure, die hier aufgefordert werden, Jugendschutzregelungen zu erlassen. Soll der Jugendschutz wirklich von den gleichen Akteuren erlassen werden, die eventuell gegen Jugendschutzregelungen

verstossen könnten? Ich meine, alles andere nennt man: den „Bock zum Gärtner“ machen. Aber kann gewiss nicht Ko-Regulierung heissen.

Der Bundes-Rat täte gut daran, sich nicht nur für den einmaligen Gutheissung der Regulierung, wie sie vorgesehen ist, von Experten flankieren zu lassen, sondern auch für die tagesaktuelle Praxis der Ko-Regulierung (indem tagesaktuell tätige proaktive Experten beauftragt werden. Ev. ist das BSV für das Tagesgeschäft zu wenig gerüstet.)

7. Für den Film- und den Videospielebereich ist zukünftig je. Ein Film oder Videospiele wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Auch hier fällt das Gesetz hinter die Erkenntnisse der gängigen Praxis zurück. Hier greift das Gesetz zu kurz und wird - für einmal - plötzlich konkret: Die Altersabgrenzungen bedürfen einer stets zeitgemässen Aktualisierung (Psychologie und Medienwissenschaften legen das fast täglich nahe: Die Schutzgrenzen sind in Bewegung. 18 wird vielleicht in 10 Jahren durch 17 ersetzt. Stattdessen sollte das Gesetz ein Altersklassifizierungssystem mit geeigneten Altersstufen vorsehen, die durch die Ko-Regulierungs-Behörde erlassen wird.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospiele beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Internet und Filmbusiness sind blitzschnell. Die vorgesehene Massnahme wirkt eher träge. Die Anlaufstelle müsste mindestens auch von sich aus handlungsfähig sein können. In der Praxis hat sich dieses Eingreifen schon oft als zu langsam erwiesen.

9. Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Das wirkt eher wie eine Massnahme aus Jugendkriminalromanen des vergangenen Jahrtausends. Das funktioniert heute nicht mehr so ...

**10.** Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugendschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Wenn die Kontrollinstanzen auch tatsächlich alimentiert werden und mit Expertise aufwarten können.

**11.** Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

**12.** Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Für eine Überführung müsste die Regelung aber auch griffig sein: Auch hier zheigt die Praxis, dass Massnahmen definitiv zu langsam wirken ...

**13.** Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja  nein

Bemerkungen:

Zusammenfassend:

Der Entwurf macht zwei Schritte vorwärts in die richtige Richtung:

1. Bund übernimmt den Lead.
2. der Bund sucht eine schweizweite Lösung mit der Ko-Regulierung

Drei Schritte rückwärts hinter die gängige momentane Praxis:

1. Private Akteure werden zu Leitbildgestaltern und gleichzeitig -Kontrolleuren.
2. Tagesaktuelle Kriterien werden verwässert.
3. Jugendschutz soll proaktiv sein. In diesem Entwurf kann das Gesetz erst greifen, wenn Schaden da ist.

Klug wäre es eine tagesaktuell tätige unabhängige Bundes-Institution zu schaffen und zu finanzieren, die Schaden abwenden kann, bevor er geschehen ist. Dann ist jeder Freiraum auch gleichzeitig gemeinsamer Schutz-Raum.

Jugendschutz soll greifen, bevor der Schaden angerichtet ist. Kontrolle findet aber in der marktwirtschaftlichen Regelung nur Wirkung, wenn sie proaktiv stattfindet: (Z.Bsp: Motorfahrzeugkontrolle, Periodische Prüfung, Zulassungsprüfung bei Verkaufstart, Auffälligkeitssanktionen)

Oder in einem anderen Beispiel formuliert: Tägliche Schadstoffkontrollen halten das Trinkwasser sauber. Mit der Erlaubnis an die Schadstoffhersteller Schadstoffgrenzen aufzustellen, bringt der Gesetzgeber Kontrolleure in Zielkonflikt, anstatt sie institutionell in Dialog zu bringen. Er beauftragt Kontrolleure sich die eigenen Kontrollregeln zu schaffen. ...

Im Jugendschutz sollen Jugendliche und Kinder a priori vor möglichen Tätern geschützt werden. Das Gesetz in dieser Gestalt öffnet eher der möglichen Täterschaft die Tore zur Mitarbeit, als sie für betroffene Eltern und Kindern sicher geschützt zu halten. (Der CO2-Schwindler und seine Beteiligten haben gerade Millionenfach bewiesen, was ungenügende Kontrolle bewirken kann ...)

Der Entwurf ist redaktionell nicht zu Ende gedacht:

Das Gesetz muss Gewaltentrennung im Alltagsgeschäft vorsehen, wenn es proaktive Ko-Regulierung wirksam machen will.



## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton <input type="checkbox"/>	Verband, Organisation, etc. <input type="checkbox"/>
Absender:  Claudia Helbling, Kilchbergstrasse 91, 8038 Zürich Ich bin Mitglied der Kommission Jugendschutz im Film und der Kommission Filmsachverständige der Zürcher Oberjugendanwaltschaft. Ehemalige Kindergärtnerin, Erwerbsbildnerin DaZ (Deutsch als Zweitsprache).	

Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospielen geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Die grösste Gefahr für den Jugendschutz bildet das World Wide Web. Daher kann das geplante Gesetz nur einen Teilschutz bieten, aber immerhin.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Grundsätzlich einverstanden, aber unabhängige ExpertInnen aus den Bereichen Pädagogik und Erziehungswissenschaften sind unabdingbar für einen wirksamen Jugendschutz.

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Kontrollen sind absolut notwendig.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Der Jugendschutz hat seine eigenständige Bedeutung. Die Alterskontrollen sollten daher unabhängig durchgeführt werden. Die Anwesenheit einer volljährigen Person bietet keine Gewähr, dass der Jugendschutz wirkt.

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospielen über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Eine Jugendschutzorganisation darf nicht nur aus VertreterInnen der Branche zusammengesetzt sein. Ich verweise auf die Antwort zur Frage 2.

7. Für den Film- und den Videospiebereich ist zukünftig je ein Altersklassifizierungssystem mit mind. fünf Altersstufen vorgesehen. Ein Film oder Videospiele wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Aber: Erfahrungsgemäss bringt die Altersfreigabe 0 Verwirrung und Probleme bei den Erziehungsberechtigten. Während die Vorführung zuhause altersmässig gesteuert werden kann, ist man in den öffentlichen Vorführungen im Kino den Eindrücken der Vorführung ungeschützt ausgesetzt.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospielen beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Keine Kontrolle durch die Branche selber! Für einen wirksamen Jugendschutz braucht es eine unabhängige Anlaufstelle.

9. Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Absolut !

10. Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugendschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

11. Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

12. Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

13. Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja     nein

Bemerkungen:



## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton <input type="checkbox"/>	Verband, Organisation, etc. <input type="checkbox"/>
Absender:  Pia Horlacher: Mitglied JIF - Kommission Jugendschutz im Film; Mitglied der Kommission Filmsachverständige der Zürcher Oberjugendanwaltschaft; langjährige Filmredaktorin der Neuen Zürcher Zeitung/ der NZZaS sowie des Schweizer Fernsehen. Erfahrung mit Selbstkontroll-Organen als ehemaliges Mitglied des Schweizerischen Presserates.	

Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospielen geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Mit dem Vorbehalt, dass dieser Entwurf durch die internationalen digitalen Entwicklungen wohl nur einen Teiljugendschutz ermöglichen wird.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Allerdings: Ko-Regulierung bedingt, dass auch AkteurInnen von ausserhalb der kommerziellen Branche Teil der Jugendschutzorganisation sind. Der Entwurf zeichnet faktisch eine reine Branchen-Selbstkontrolle. Es braucht unbedingt, wie bei JIF, auch unabhängige ExpertInnen (Erziehungswissenschaftler, Pädagoginnen, Filmkenner etc.), damit eine Jugendschutzorganisation ihren Namen verdient. Auch die deutsche FSK legt die freiwillige Selbstkontrolle der Branche restriktiver aus.

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Jugendschutz soll nicht nur dort greifen, wo verantwortungsvolle Erziehungsberechtigte ihre Pflicht ohnehin wahrnehmen, sondern auch dort, wo Erwachsene den Jugendschutzgedanken weniger oder gar nicht

pflügen, sei es aus Unvermögen, Unkenntnis, Nachlässigkeit oder Fahrlässigkeit. Gerade in Fällen solcher Begleitung brauchen Kinder und Jugendliche den Schutz von gesetzlichen Alterskontrollen (und Erwachsene damit die notwendigen Hinweise und Informationen).

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospielen über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Nur unter der Bedingung, dass der Kreis der Akteurinnen über die Branche hinaus ausgeweitet wird (siehe Bemerkungen zu Pkt. 2) Es braucht unbedingt, wie bei JIF, neben den kommerziellen Akteuren auch unabhängige ExpertInnen (Erziehungswissenschaftler, Pädagoginnen etc.), damit eine Jugendschutzorganisation diesen Namen verdient. Eine solche Organisation darf personell nicht alleine durch die Branche besetzt werden, da sie oft keine oder zu wenig Erfahrung mit und Interesse an Jugendschutz hat.

7. Für den Film- und den Videospiegelbereich ist zukünftig je ein Altersklassifizierungssystem mit mind. fünf Altersstufen vorgesehen. Ein Film oder Videospiegel wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Es gibt verschiedene valable Klassifizierungssysteme. Problematisch fürs Kino sind gemäss JIF-Erfahrungen Systeme mit einer 0 für die unterste Stufe. Eltern verkennen oft den massiven Unterschied zwischen der kindlichen Wahrnehmung von Vorführungen zuhause am TV/Video/Tablet oder im dunklen, fremden Saal mit Grossleinwand und akustischen Schockwirkungen. Elterliche Beschwerden betreffen oft dieses Alterssegment.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospiele beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Anlaufstelle ja, aber eine unabhängige, nicht eingerichtet von der Branche selbst. Sonst haben wir den Fall von Kontrolleuren, die sich selbst kontrollieren. Es müsste wohl eine Art Ombudsstelle sein.

9. Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Die Erfahrung sowohl in der bisherigen Zürcher wie der Schweizer JIF-Kommission bestätigt diese Notwendigkeit.

10. Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugendschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ja, wenn sie denn in der Praxis auch funktioniert. Die JIF-Erfahrung zeigt, dass die Branche ihre Mitglieder in Bezug auf die richtige Ausschreibung der Altersklassifizierung in Print- und digitalen Medien kaum oder gar nicht kontrolliert.

11. Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**12.** Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**13.** Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja  nein

Bemerkungen:



## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton <input type="checkbox"/>	Verband, Organisation, etc. <input checked="" type="checkbox"/>
Absender: Silvie Pulsfort Mitglied KKJPD Jugendfilmwesen des Kanton Zürichs	

Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospielen geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Eine Ko-Regulierung verdient den Namen nur, wenn auch tatsächlich zwei oder mehrere voneinander unabhängige Akteure beteiligt sind. Die Beteiligung eines echten Jugendschutzes muss durch Vertreter aus der Pädagogik, Psychologie und Sozialarbeit oder Ähnliches gewährleistet sein.

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Der mögliche Missbrauch erscheint mir zu hoch. Vorschlag: die begleitete, minderjährige Person darf nicht mehr als 2 Jahre jünger als das vorgeschlagene Alter sein.

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospielen über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Bedingung wäre, dass die Akteure nicht nur aus der Filmbranche rekrutiert werden. Die Beteiligung eines echten Jugendschutzes muss durch Vertreterinnen aus der Pädagogik, Psychologie und Sozialarbeit oder Ähnliches gewährleistet sein.

7. Für den Film- und den Videospiegelbereich ist zukünftig je ein Altersklassifizierungssystem mit mind. fünf Altersstufen vorgesehen. Ein Film oder Videospiegel wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Eine siebenstufige Einteilung wäre sicher differenzierter, besonders für Kleinkinder.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospielen beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Hier besteht ein Interessenkonflikt. Film- und Videobranche kontrollieren sich selbst? Das kann nicht sein und ist nicht glaubwürdig. Die Termini «Jugenschutzorganisationen» ist verwirrt und falsch. Die Anlaufstelle müsste eine Art Expertengruppe aus Pädagogen, Psychologen und Sozialarbeitern sein.

9. Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

10. Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugenschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

11. Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

12. Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Sie erscheinen mir finanziell sehr hoch. Und wenn es in Realität nie zu einer Busse kommt, kann sie als nichtig angesehen werden.

13. Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja       nein

Bemerkungen:

Eine Expertengruppe (welche das BSV unterstützt), bestehend aus Jugenschutz-erfahrenen Personen aus den Bereichen Psychologie, Pädagogik und Sozialarbeit, ist zwingend nötig. Sie kann eine Art Anlaufstelle bei Problemen, Übertretungen, Missbräuchen oder Ähnliches der Film-und Videobranchen sein. Eine jährliche Zusammenkunft wäre ratsam. Inhaltlich fehlen noch einige Aspekte; es scheint hier eher nur der Rahmen gegeben zu sein. Der Name Jugenschutzorganisation verdient den Namen nur, wenn auch Vertreterinnen aus dem Jugendschutzbereich teilnehmen,



## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton <input type="checkbox"/>	Verband, Organisation, etc. <input type="checkbox"/>
Absender: Einzelperson Bert Paul Rauhut Fliederweg 2 2572 Mörigen	

Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospielen geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospielen über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

7. Für den Film- und den Videospiegelbereich ist zukünftig je ein Altersklassifizierungssystem mit mind. fünf Altersstufen vorgesehen. Ein Film oder Videospiegel wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospielen beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**9.** Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**10.** Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugendschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**11.** Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**12.** Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**13.** Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja  nein

Bemerkungen:

Ad 7.2. Nach FMG haben Anbieterinnen von Fernmeldediensten die Identität (und somit das Alter) des verantwortlichen Nutzers. Man könnte diese Anbieter von Fernmeldedienstleistungen verpflichten, diese Information den Anbietern von Abrufdiensten zur Verfügung zu stellen. Als weiterer Schritt könnte der verantwortliche Nutzer das Alter zum Wohle seiner Nebennutzer herabsenken. Beispiel: Ein Ü18 Vertragsinhaber setzt das Alter seines Anschlusses zum Wohle seiner minderjährigen Kinder auf 16.



## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton <input type="checkbox"/>	Verband, Organisation, etc. <input type="checkbox"/>
Absender: Thomas Schenker, Sachverständiger für Filmprüfungen, Jugendfilmwesen Kanton Zürich + Mitglied Schweizerische Kommission Jugendschutz im Film Goldregenweg 12, 8400 Winterthur	

Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospielen geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung bin ich einverstanden – auch wenn ich es grundsätzlich und im Vergleich mit der im Moment noch gültigen Zürcher Regelung – als Leistungsabbau einschätze (weniger Visionierungen, nur noch 1 Kurzprotokoll von 200 Zeichen pro Film anstelle von drei Expertisen zuhanden der Oberjugendanwaltschaft).

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ich erachte den Verzicht auf Altersbegrenzungen bei Erwachsenenbegleitung nicht als zielführend im Sinne des Jugendschutzes. Für eine vereinfachte Handhabung von Altersbegrenzungen und deren Kommunikation soll nicht nur auf die in vielen Fällen erhöhten Empfehlungsalter, sondern ebenso auf Möglichkeiten zur Umgehung verbindlicher Alterseinstufungen verzichtet werden.

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospielen über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Die Bildung einer Jugendschutzorganisation erachte ich als sinnvoll. Allerdings bin ich der Meinung, dass der Zweck des Jugendschutzes grundsätzlich eine staatliche Aufgabe und nicht eine solche der Wirtschaft ist. Angemessener wäre es bei einer Organisation, die im vorliegenden Gesetzestext ohne verbindliche Teilnahme unabhängiger Dritter skizziert ist, von einer Instanz der Selbstkontrolle zu sprechen. Von einer eigentlichen Jugendschutzorganisation kann meiner Meinung nach nur dann die Rede sein, wenn, analog zur Zusammensetzung der Schweizerischen Kommission Jugendschutz im Film, neben Vertretern der Branche, auch unabhängige Dritte in diesem Gremium vertreten sind.

7. Für den Film- und den Videospiegelbereich ist zukünftig je ein Altersklassifizierungssystem mit mind. fünf Altersstufen vorgesehen. Ein Film oder Videospiegel wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Die Vorgabe eines Klassifizierungssystems von mindestens fünf Stufen, wovon eine «ab 18 Jahren» sein muss, bedeutet eine Reduktion der bisherigen Einschätzungsmöglichkeiten, nicht nur in Bezug auf die gesetzlichen Altersstufen, sondern ebenso in Bezug auf Einschätzungen zu einem empfohlenen Alter. Es handelt sich deshalb auch hier um einen Leistungsabbau und um eine Einbusse an Schutz- und Präventionsmöglichkeiten insbesondere im Altersbereich bis 12 Jahre. Bedauerlich ist ausserdem der Verzicht auf die inhaltliche Konkretisierung gefährdender audio-visuellen Inhalte.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospiele beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

9. Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

10. Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugendschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

11. Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

12. Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.

**13.** Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja  nein

Bemerkungen:

Klicken oder tippen Sie hier, um Text einzugeben.



## Vorentwurf des Bundesgesetzes über den Jugendschutz in den Bereichen Film und Videospiele (JSFVG)

### Fragebogen

Stellungnahme eingereicht durch

Kanton <input type="checkbox"/>	Verband, Organisation, etc. <input checked="" type="checkbox"/>
Absender: Dr. Brigitta Taroni, Mitglied ZH Kommission Jugendschutz im Film	

*Bitte den ausgefüllten Fragebogen wenn möglich elektronisch im Word-Format zurücksenden an [jugendschutz@bsv.admin.ch](mailto:jugendschutz@bsv.admin.ch)*

## Fragen

1. Mit dem Gesetz sollen Minderjährige vor Inhalten in Filmen und Videospielen geschützt werden, welche ihre Entwicklung gefährden können. Sind Sie mit der Stossrichtung des Gesetzes einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ja: Sofern mit „Stossrichtung“ hier grundsätzlich der Kinder- und Jugendschutz gemeint ist.

2. Sind Sie mit dem Grundprinzip der Ko-Regulierung einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Eher ja: Allerdings auf keinen Fall, solange sich unter den AkteurInnen, wie im vorliegenden Vorentwurf vorgesehen, keine Fachleute für den Kinder- und Jugendschutz – die wichtigste Partei – befinden.

3. Heute werden bei den audiovisuellen Trägermedien im Handel lediglich bei den Altersstufen 16 und 18 Alterskontrollen durchgeführt. Zukünftig sollen beim Verkauf alle Altersstufen kontrolliert werden (Art. 6). Erachten Sie diese Massnahme als sinnvoll?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ja, dies gehört konsequenterweise zum neuen Gesetz dazu; zu Art. 6, Abs. 2 vgl. weiter unten, Punkt 4.

4. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Akteurinnen im Film- und Videospielebereich Minderjährigen einen Film oder ein Videospiel ohne Alterskontrolle zugänglich machen können, sofern sie in Begleitung einer volljährigen Person sind (vorbehalten sind Filme / Videospiele, welche erst ab 18 Jahren freigegeben sind). (vgl. Art. 6, Abs. 2). Begrüssen Sie diese Regelung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Nein: Im Zusammenhang mit Jugendschutz gibt es keinen Grund, ein empfohlenes Alter zu unterlaufen. Schon Eltern sind bei der Einschätzung des Films oft überfordert und verlassen sich auf die Altersangaben, andere volljährige Begleitpersonen mit der Einschätzung wohl erst recht. Es kann zudem sehr konkret zu einem Verhalten verführen, wie es der „Erläuternde Bericht zum Vorentwurf“ auf S. 40 als «theoretisch» verharmlost. Folglich: Art. 6, Abs. 2 a & b angleichen an Art. 6, Abs. 2 c.

5. Der Gesetzesentwurf will neu auch Anbieterinnen von Abruf- und Plattformdiensten in die Pflicht nehmen. Abrufdienste müssen neben der Alterskennzeichnung von Filmen und Videospiele über ein System zur Alterskontrolle sowie zur elterlichen Kontrolle verfügen (Art. 7). Bei den Plattformdiensten werden ein System zur Alterskontrolle sowie ein Meldesystem für Inhalte, welche nicht für Minderjährige geeignet sind, verlangt (Art. 18). Begrüssen Sie diese Massnahmen?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ja.

6. Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass sich die bestehenden Akteurinnen im Bereich Film zu einer Jugendschutzorganisation zusammenschliessen und eine gemeinsame Jugendschutzregelung erlassen können, welche dann vom Bundesrat für verbindlich erklärt werden kann. Gleiches gilt auch für den Bereich Videospiele (vgl. Art. 8 und 9). Begrüssen Sie diese Massnahme?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Nein: Nicht solange unter den bestehenden Akteurinnen keine Fachpersonen im Bereich Kinder- und Jugendschutz vorgesehen sind (vgl. Punkt 2 weiter oben). Ausserdem ist der Jugendschutz sicher nicht gewährleistet, wenn die in den Bereichen Film und Video wirtschaftlich interessierten AkteurInnen die Regeln erarbeiten, denen sie letztlich unterworfen sind. Man beauftragt auch nicht die Tabakindustrie, Regeln für die Gesundheitsvorsorge zu erstellen – und deren Einhaltung selbst zu kontrollieren.

7. Für den Film- und den Videospiegelbereich ist zukünftig je ein Altersklassifizierungssystem mit mind. fünf Altersstufen vorgesehen. Ein Film oder Videospiegel wird dabei standardmässig auf «ab 18 Jahren» festgesetzt, solange die Einstufung fehlt (Art. 11, Abs. 2, Bst. c). Stimmen Sie dieser Massnahme zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Nein zu Art. 11, Abs. 2, Bst. b: Ein Altersklassifizierungssystem mit nur fünf Altersstufen ist zu wenig differenziert angesichts der enormen Entwicklungsschritte von Kindern insbesondere von 6 bis 12 sowie 12 bis 16 Jahren (Fachwissen Kinder- und Jugendpsychologie). Empfehlenswert sind deshalb 2-Jahres-Schritte.  
Ja zu Art. 11, Abs. 2, Bst. c.

8. Die Jugendschutzorganisationen sind angehalten, je eine Anlaufstelle für den Jugendschutz einzusetzen, welche Beanstandungen behandelt und Anfragen in Bezug auf den Jugendschutz bei Filmen und Videospiele beantwortet (Art. 12). Sind Sie mit dieser Massnahme einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Eher ja: Eine Anlaufstelle ist begrüssenswert, sollte aber von einer wirtschaftlich unabhängigen Instanz (Bund, Kantone o. a.) geschaffen werden. Es fehlt in diesem ganzen Modell grundsätzlich die Gewaltenteilung (vgl. auch Punkt 6).

9. Der Gesetzesentwurf sieht Tests vor, um zu prüfen, ob die Bestimmungen in der Praxis eingehalten werden (Art. 19 - 23). Stimmen Sie diesen Massnahmen zu?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ja: Tests sind unumgänglich, sollten aber nur vom Bund, Kantonen oder unabhängigen Fachorganisationen durchgeführt werden, die nicht wirtschaftliche Interessen, sondern den Kinder- und Jugendschutz an die erste Stelle setzen.

10. Der Gesetzesentwurf sieht eine Dreiteilung der Aufsicht zwischen den gegründeten Jugendschutzorganisationen, den Kantonen sowie dem BSV vor (vgl. Art. 24 - 26). Begrüssen Sie die vorgeschlagene Aufgabenteilung?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Nein! Zu Art. 24: Hackt eine Krähe einer anderen das Auge aus? Will sagen: Stellt ein Verleiher einen anderen an den «Pranger», wo ihm dasselbe umgekehrt auch passieren kann? Die Aufsicht sollte generell von einer unabhängigen Organisation wahrgenommen werden (Bund, Kantone o. a.). Dann würde sich auch die langwierige Abwicklung einer Beanstandung erübrigen (vgl. Art. 26 Abs. 2).

11. Der Gesetzesentwurf sieht eine Kostenteilung zwischen den Akteurinnen in den Bereichen Film und Videospiele, den Anbieterinnen von Plattformdiensten, dem Bund und den Kantonen vor. Sie tragen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Kosten für den Vollzug des Gesetzes (vgl. Art. 30). Sind Sie mit diesem Vorschlag einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Eher nein: Akteurinnen mit wirtschaftlichen Interessen sollten nicht für die Kosten aufkommen müssen. Denn wer bezahlt, erwartet dafür einen entsprechenden Ausgleich. Da der Kinder- und Jugendschutz gemäss „Erläuternder Bericht zum Vorentwurf“ ein nationales Anliegen ist, sollte die Finanzierung vom Staat geleistet werden.

12. Bei Übertretungen sieht der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen vor (vgl. Art. 32 – Art. 34). Sind sie mit diesen einverstanden?

ja  eher ja  eher nein  nein

Bemerkungen:

Ja: Übertretungen müssen grundsätzlich sanktioniert werden. Ausformulierung der Bestimmungen und Höhe der Strafe sind von juristischen Fachleuten zu prüfen.

13. Haben Sie weitere Anmerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf?

ja  nein

Bemerkungen:

Ja: Inakzeptabel und unverständlich ist, dass im Gesetzesentwurf jeder Bezug auf bestehende kantonale (Zürich, Waadt...) sowie auf die nationale Jugendfilmkommission (JIF) fehlt, die teilweise seit Jahrzehnten mit Sachverständigen verschiedener, im Zusammenhang mit Kindern- und Jugendinteressen relevanten Bereichen (LehrerInnen, Filmvermittler, SozialarbeiterInnen, Kinder-Jugendpsychologinnen...) hervorragende Arbeit leisten. Warum greift man nicht auf bereits bestehende, erprobte Organisationen zurück und lässt stattdessen einen Personenkreis «Jugendschutzorganisationen» neu aufbauen, dessen Kompetenzen in keiner Weise im Jugendschutz liegen und der zudem wirtschaftliche Interessen hat (haben muss)? Es ist zwar im vorliegenden Gesetzesentwurf viel von Kinder- und Jugendschutz die Rede, aber nie von Fachleuten, die die nötige Kompetenz und Erfahrung dafür mitbringen, obwohl solche in grosser Zahl vorhanden sind: Sie müssen auch künftig mindestens paritätisch vertreten sein! – Das Verfahren erscheint nicht transparent und die vorgesehenen Mechanismen des Kinder- und Jugendschutzes im Film und Videobereich sind zahnlos und nicht zielführend. Im Gesetzesentwurf wird ausserdem nahegelegt die FSK-Altersfreigaben auf die Schweiz zu übertragen, von denen man in Deutschland weiss, dass es sich um eine sehr grobe Einteilung handelt, die verantwortungsbewussten Eltern kaum weiterhilft. Beispiele für abweichende Altersempfehlungen finden sich zuhauf auf der Website [www.kinderfilmwelt.de](http://www.kinderfilmwelt.de). Das System stellt also bereits in Deutschland keine Hilfe dar und empfiehlt sich deshalb erst recht nicht für die Schweiz, wo die Kenntnisse über den minimalen Aussagewert dieses Systems nicht existieren und bereits jetzt grosse Verwirrung nicht nur bei den Erziehungsverantwortlichen stiftet. Das trifft insbesondere auf die DVDs zu, die ausschliesslich von der FSK gekennzeichnet sind, und es schleichen sich auch bei der nationalen Jugendfilmkommission immer häufiger fragwürdige Freigaben ein, wo die von den Verleihern vorgeschlagenen Grobeinschätzungen der FSK unbesehen übernommen werden, weil die Filme nicht visio- niert werden.